

Numéro 21 - 26 mai 2018

Besoin urgent de renouveau du processus démocratique
Les libéraux limitent le débat sur les
amendements à la Loi électorale

- Anna Di Carlo -



Besoin urgent de renouveau du processus démocratique

- Les libéraux limitent le débat sur les amendements à la Loi électorale - *Anna Di Carlo*
- Le discours antidémocratique sur les privilèges des partis politiques
- Le financement de l'État fait des partis politiques des appendices de l'État

Un élément majeur des négociations de l'ALÉNA

- L'alimentation de la machine de guerre des États-Unis - *K.C. Adams*

Préoccupations pour le mouvement ouvrier

- Le groupe Rio Tinto préoccupé par le « retour en force du nationalisme lié aux ressources » - *André Bédard*
 - Criminalisation des travailleurs de la construction au Québec: la vision antiouvrière des partis formant le gouvernement et l'opposition
- *Pierre Chénier*

Dangereuse escalade des préparatifs de guerre

- Le plus grand mouvement de troupes en Ontario depuis la crise du verglas de 1998

- La marine américaine remet à neuf sa deuxième flotte pour contrôler les Caraïbes et l'Atlantique Nord
- Les États-Unis augmentent leur présence militaire en Scandinavie
- L'État de New York finance un corridor de drones
- Un entrepreneur militaire ouvre une nouvelle installation à Buffalo

Besoin urgent de renouveau du processus démocratique

Les libéraux limitent le débat sur les amendements à la Loi électorale

- Anna Di Carlo -

Le 23 mai, le gouvernement libéral a utilisé ses pouvoirs d'attribution de temps pour limiter le débat à la Chambre des communes sur le projet de loi C-76, *Loi modifiant la Loi électorale du Canada et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à d'autres textes législatifs*. Le projet de loi a été renvoyé au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre le même jour, sans débat réel en deuxième lecture. Les échanges ont porté surtout les raisons pour lesquelles les libéraux introduisent ces modifications à ce moment-ci, l'abandon de la promesse de modifier le mode de vote et la limitation du débat.

Commentant la limitation du débat et le fait que les libéraux n'ont pas amené les autres partis cartellisés à participer à la rédaction du projet de loi, le député néodémocrate Robert Aubin a dit : « Toutefois, j'ai malheureusement l'impression de jouer dans un vieux film historique, puisqu'on a maintenant tenu pour acquis qu'on n'est pas à la recherche d'un consensus. En effet, on est en train d'utiliser ce que permet notre vieux système parlementaire, c'est-à-dire de faire en sorte qu'un parti politique qui détient la majorité à la Chambre des communes puisse 'bulldozer' - je pense que le terme n'est pas trop fort - le programme, plutôt que de rechercher le consensus. »



L'opposition officielle conservatrice a présenté une motion pour refuser de donner deuxième lecture au projet de loi. La motion, qui a été défaite, soutenait que « le projet de loi ne prévoit aucune mesure pour résoudre le nombre élevé d'erreurs dans le Registre national des électeurs et le nombre élevé d'erreurs dans les cartes d'information de l'électeur, qui aurait atteint le chiffre de 986 613 lors de l'élection de 2015, et ne prévoit aucune mesure pour contrer l'ingérence étrangère dans les élections canadiennes, puisque le projet de loi propose de doubler le montant total maximal que pourront dépenser les tierces parties pendant la période électorale et de continuer d'autoriser les contributions illimitées au cours de la période précédant la période préélectorale ».

L'opposition conservatrice au rétablissement par le Parti libéral des exigences en matière d'identification des électeurs qui existaient avant Harper permet aux libéraux de se présenter comme les défenseurs de la démocratie qui écoutent le peuple. Ils osent le faire bien qu'ils soient revenus sur leur promesse d'abolir le système de vote uninominal à un tour pour rendre le scrutin

plus représentatif. Le ministre intérimaire des Institutions démocratiques, Scott Brison, a eu le culot de dire à la Chambre des communes : « Les conservateurs de Harper n'ont pas entendu raison.[...] Contrairement aux conservateurs, nous sommes à l'écoute des Canadiens. Nous voulons qu'ils puissent participer à la démocratie du pays. »

Scott Brison a rappelé que les libéraux s'étaient opposés à la *Loi sur l'intégrité des élections* de 2014. Il a noté qu'à l'époque, 160 universitaires avaient signé un éditorial dans le *National Post* affirmant que la législation conservatrice « aurait un effet néfaste sur l'institution qui est au coeur de la démocratie dans notre pays : les élections fédérales ». Il a cité le directeur général des élections, Marc Mayrand, qui avait dit que cela « irait à l'encontre de l'objectif visé et ne servirait pas bien les Canadiens ». Il a fait référence à cinq éditoriaux du *Globe and Mail* qui demandaient le retrait de la *Loi sur l'intégrité des élections*.

Par contre, il est resté muet sur les éditoriaux et les commentaires contre l'actuel projet de loi C-76, notamment en ce qui concerne le refus d'exiger que les partis politiques respectent les normes de confidentialité, en commençant par le consentement éclairé. Dans un entretien accordé au *Huffington Post*, l'ancien directeur général des élections, Marc Mayrand, a contesté le refus des partis politiques de se soumettre aux lois sur la protection de la vie privée : « Comment prétendre imposer toutes sortes de règles sur Facebook et Google quand ils refusent de les appliquer à eux-mêmes ? » Il a rappelé qu'il existe des « principes universels sur la vie privée » que le gouvernement refuse de respecter. Il a évoqué le scandale des appels automatisés (« robotcall ») aux élections générales de 2011, où une liste de non-supporteurs du Parti conservateur a été utilisée pour les diriger vers de mauvais endroits pour voter. Les « robotcalls », a déclaré Mayrand, « étaient une violation de la vie privée quand on y pense, c'est quelqu'un qui télécharge une liste à partir d'une base de données d'un parti et donc c'était une violation significative ». « Nous avons tous entendu parler de personnes signant des pétitions et dont le nom se retrouve soudainement dans la base de données des partis politiques. Je ne pense pas que les signataires d'une pétition aient nécessairement voulu consentir à ce que leurs données soient collectées et utilisées par les entités politiques », a-t-il ajouté.

Au sujet de la vie privée, le ministre Brison a déclaré à la Chambre des communes qu'il espère que les membres du Comité de la procédure et des affaires de la Chambre réexamineront la question de « la vie privée dans le contexte des partis politiques et formuleront des recommandations à ce sujet ». Il y a moins d'un an, le comité a étudié la question et « n'avait alors recommandé aucun changement », a-t-il déclaré. « Les députés conviendront toutefois que les choses ont évolué depuis et qu'il serait bon que le comité réexamine cette question. Comme le comité représente tous les partis, il serait logique de lui confier la responsabilité d'examiner ce dossier plus en profondeur », a-t-il dit.

Le projet de loi C-76 introduira l'exigence que les partis politiques publient leurs politiques de confidentialité sur leur site Web afin d'obtenir leur enregistrement. Cela ne règlera pas le problème de la vie privée et l'utilisation de données provenant des électeurs, et l'introduction de règlements plus sévères subordonnant les partis politiques aux lois sur la protection de la vie privée (LPRPDE) ne le règlera pas non plus. Le problème est que le processus électoral est dominé par un cartel de partis politiques financés par l'État dont l'objectif est de se maintenir au pouvoir. Ils dépolitisent l'électorat en le manipulant contre l'adversaire. Une réglementation plus sévère sur la protection de la vie privée sera tout au plus un autre front de bataille entre les partis rivaux au sein du cartel et un moyen de marginaliser et de criminaliser les petits partis et les candidats indépendants sur une question ou une autre.

Le Parti marxiste-léniniste du Canada se base sur le principe que les partis politiques ne doivent pas être portés au pouvoir du tout. Leur fonction devrait être de politiser et d'engager les citoyens dans les affaires politiques et dans les prises de décision sur ce qui se passe dans la société. Les Canadiens sont de plus en plus dégoûtés par ces manoeuvres et reconnaissent qu'il faut quelque

chose de différent pour sortir de ce marasme.

L'avis de motion de clôture et le renvoi du projet de loi C-76 au Comité de la procédure pour l'examen sont une autre tentative malavisée des libéraux de balayer sous le tapis ce qu'ils veulent soustraire à l'attention des Canadiens, ce qui est devenu une habitude chez eux. Ils espèrent qu'en niant l'existence d'un problème, celui-ci disparaîtra, bien que cela n'arrivera jamais.

À titre d'exemple, le gouvernement libéral de l'Ontario a cherché à empêcher le débat sur les réformes des lois électorales provinciales qu'il a présentées en 2016 en faisant passer les changements au comité avant même la deuxième lecture. Le débat public sur la législation a été pratiquement éclipsé et ce n'est que maintenant, grâce à l'intervention des travailleurs, des syndicats et des candidats indépendants dans la campagne électorale provinciale en cours, que le caractère antidémocratique de ces changements est révélé. Ces derniers se heurtent à des limitations de toutes sortes à leur participation à l'élection comme telle et aux dépenses électorales, sous peine d'amendes et de menaces, alors que les partis du cartel se sont accordé un financement public sous forme de subventions par vote à la hauteur de 20 millions \$!^[1] À cet égard, la participation des petits partis et des candidats indépendants à la campagne mérite notre attention et soutien. L'expérience en Ontario montre combien il est important de s'opposer aux réformes électorales qui renforcent le pouvoir et le privilège des partis de cartel tout en élargissant les pouvoirs de police pour limiter la participation des citoyens, des petits partis et des candidats indépendants. Soutenir ceux qui se battent pour faire entendre la voix des travailleurs, c'est faire une déclaration précise contre ce que fait présentement le gouvernement Trudeau.



Note

1. En Ontario, la subvention en fonction du vote a été introduite au début de 2017. Les partis présents à l'assemblée législative et le Parti vert ont obtenu au total 12 873 915 \$ en subventions ne serait-ce qu'en 2017. Le montant que chacun a reçu est calculé en fonction du nombre de votes reçus à l'élection provinciale de 2014. Les libéraux, les progressistes-conservateurs et les néodémocrates ont accepté d'entendre le Parti vert sur cette question pour donner l'apparence d'un modèle démocratique de financement. Les 17 autres partis politiques enregistrés de l'Ontario n'ont pas eu voix au chapitre.



Le discours antidémocratique sur les privilèges des partis politiques

« Les partis politiques jouent un rôle précieux au sein de la démocratie canadienne, en éduquant et en mobilisant l'électorat », dit l'un des documents d'information du gouvernement libéral à propos du projet de loi C-76, *Loi modifiant la Loi électorale du Canada et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à d'autres textes législatifs*. Cette définition sommaire du rôle que les partis politiques sont censés remplir dans un système de gouvernance des partis

est tellement dénuée de substance qu'elle montre précisément que les partis cartellisés n'éduquent pas l'électorat. Elle est méprisante aussi parce qu'elle omet de mentionner que la seule chose pour laquelle les partis de l'establishment mobilisent l'électorat est de voter.

Ayant affirmé le rôle unique des partis politiques dans l'éducation et la mobilisation de l'électorat, le document d'information laisse entendre que ce rôle serait entravé s'ils ne jouissent pas de privilèges spéciaux en ce qui concerne la collecte de données sur les électeurs.

« Historiquement, ils se sont toujours fiés à l'information fournie par les électeurs et par Élections Canada pour communiquer avec les citoyens au sujet d'enjeux, d'événements et d'occasions d'engagement. Si C-76 est adopté, les partis politiques collaboreront à la protection des renseignements personnels des Canadiennes et des Canadiens, ce qui se traduira par une plus grande transparence de la façon dont les partis politiques recueillent les données, les sécurisent et les utilisent », dit le document d'information du gouvernement.[1]

L'information offerte dans ce document d'information du gouvernement est si pitoyable qu'on peut se demander si le gouvernement veut même qu'on le prenne au sérieux. Mais, étant donné le contenu du projet de loi C-76, le gouvernement semble penser qu'il peut ainsi justifier le privilège sans restriction des partis de l'establishment de compiler des données sur l'électorat et d'être au-dessus des lois en la matière. Tout en étant les plus grands contrevenants au droit au consentement éclairé, les partis politiques vont être transformés en protecteurs des données personnelles. Pendant ce temps, tous les partis politiques, même ceux qui ne construisent pas de bases de données électorales et ne se livrent pas à la surveillance des électeurs, seront soumis à une autre réglementation et à un contrôle de leurs affaires politiques.

À cet égard, le projet de loi C-76 exigera des partis politiques qu'ils déposent des déclarations de confidentialité auprès d'Élections Canada et qu'ils les publient sur leur site Web. [2].

La doctrine officielle sur le rôle des partis politiques a commencé à être élaborée dans les années 1970. À cette époque, les partis politiques ont commencé à recevoir une reconnaissance légale dans les lois électorales parce qu'ils étaient discrédités. Il était devenu évident que les partis politiques ne pouvaient pas recueillir suffisamment de fonds auprès de leurs membres pour se faire élire et ils ont donc commencé à faire pression pour que les lois électorales soient modifiées d'une manière qui leur accorderait toute une série de privilèges. Cela a inclus le temps d'antenne gratuit et le remboursement des dépenses électorales provenant des fonds publics, attribués de préférence aux partis au service de l'establishment.

Voici comment le rôle des partis politiques a été défini dans le système parlementaire britannique à la fin des années 1970 : « Sans [partis politiques], la démocratie s'effrite et se désintègre. Leur rôle est omniprésent. Ils fournissent les hommes et les femmes, et les politiques pour tous les niveaux de gouvernement ... Les partis dans l'opposition ont la responsabilité d'examiner et de vérifier toutes les actions de l'exécutif. Les partis sont les gardiens du peuple, le gardien de nos libertés. En période électorale, ce sont eux qui dirigent les campagnes et dont le travail consiste à donner aux électeurs un choix clair entre différents hommes et différentes mesures. Ils sont en



tout temps le lien vital entre le gouvernement et les gouvernés. Leur fonction est de maximiser la participation des gens à la prise de décision à tous les niveaux de gouvernement. Bref, ils sont le moteur de tout le processus démocratique. Si les partis échouent, que ce soit par manque de ressources ou de vision, la démocratie elle-même échouera. »[3]

Au Canada, en 1992, des déclarations similaires ont été faites pour faire valoir la nécessité d'un financement public accru des partis politiques. Une augmentation du financement de l'État pour les partis politiques a été proposée pour remédier au problème de la mauvaise réputation des partis et restaurer la crédibilité de la démocratie dite représentative.

Une étude de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis de 1992 a noté les lacunes des partis canadiens à éduquer et à mobiliser la population en faveur d'une vision de la société et a suggéré que cela était dû au manque de ressources. « Si les partis n'ont pas de ressources pour réfléchir à ce que seront les concepts autour d'une société libérale, conservatrice ou socialiste, qui fera une telle réflexion ? Pour avoir un débat politique riche, nous avons besoin de programmes de parti réfléchis. La subvention publique des activités d'un parti devrait donc s'étendre au-delà de la période électorale pour inclure l'activité régulière des partis. En particulier, le rôle de « réflexion » ou d'énoncés de politique des partis doit être mis en valeur, en veillant à ce qu'une part plus importante de la subvention publique annuelle soit consacrée aux fondements des partis dont l'activité principale serait de réfléchir aux énoncés de politique plutôt que d'organiser les circonscriptions. »[4]

Notes

1. « Donner aux partis politiques les moyens de mieux protéger la vie privée des Canadiennes et des Canadiens », document d'information, ministère des Institutions démocratiques, le 30 avril 2018

2. Le document d'information du gouvernement déclare : « En effet, si le projet est adopté, la *Loi sur la modernisation des élections* exigera que les partis politiques adoptent une politique sur la protection des renseignements personnels. Facile à comprendre et accessible au public, le code devra contenir les éléments suivants :

- un énoncé dans lequel sont indiqués les renseignements recueillis et la procédure utilisée pour les recueillir ;
- un énoncé décrivant comment le parti protégera les renseignements personnels ;
- un énoncé informant les Canadiens de la façon dont les renseignements personnels seront utilisés et des circonstances dans lesquelles les renseignements personnels pourraient être vendus ;
- un énoncé concernant la formation des employés sur la collecte et l'utilisation de renseignements personnels ;
- un énoncé sur la collecte et l'utilisation de renseignements personnels sur le Web, et l'utilisation de témoins par le parti sur son site Web ;
- les noms et coordonnées d'une personne à qui toute question relative à la politique peut être posée.

En outre, le projet de loi C-76 exigera des partis politiques qu'ils incluent leur politique de protection des renseignements personnels dans la demande d'enregistrement qu'ils présentent à Élections Canada et devront la maintenir à jour pour continuer d'être enregistrés. Ils devront également afficher la politique sur leur site Web pour que le public puisse la consulter. »

3. *Report of the Committee on Financial Aid to Political Parties*, Grande-Bretagne, 1976

4. *Issues in Party and Election Finance in Canada*, Volume 5 of the Research Studies, Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis.



Le financement de l'État fait des partis politiques des appendices de l'État

La *Loi électorale du Canada* établit les conditions et les règles régissant l'enregistrement des partis politiques. Les amendements des libéraux introduisent une nouvelle condition: les partis politiques doivent soumettre des déclarations sur le respect de la vie privée à Élections Canada avant de pouvoir être enregistrés. Les autres conditions et règles ne changent pas. Tous les partis doivent avoir 250 membres, un chef, un agent officiel et vérificateur et se conformer aux exigences en matière d'information financière, notamment communiquer à Élections Canada toutes les contributions de plus de 20 \$. Toutefois, la première étape est que pour être enregistré, un parti politique doit avoir un objectif électoral. La *Loi électorale du Canada* exige qu'un parti politique qui demande le statut officiel déclare que « l'un des objectifs essentiels consiste à participer aux affaires publiques en soutenant la candidature et en appuyant l'élection d'un ou de plusieurs de ses membres ». Un parti politique qui a un autre but, comme éduquer et mobiliser les membres du corps politique pour qu'ils se représentent eux-mêmes et s'investissent eux-mêmes du pouvoir, ne serait pas admissible au statut de parti enregistré.

Une fois enregistrés, tous les partis politiques sont censés être égaux devant la loi. En réalité, la *Loi électorale du Canada* favorise les partis qui ont des chances de former un gouvernement majoritaire sur la base d'un ensemble de préjugés établis dans le dos des Canadiens. Elle divise les partis en partis « majeurs » et « mineurs », et catégorise en plus ces derniers de partis « marginaux », « extrémistes », ou tout simplement sans intérêt. Ceux qui ont reçu le statut de « majeur » sont admis dans le sanctuaire des privilégiés, et les individus et les organisations qui acceptent de promouvoir ces préjugés sont également admis dans les cercles fermés de l'élite et travaillent collectivement pour priver le corps politique de sa propre conception. D'autres sont mis à l'écart pour les raisons énoncées par le premier ministre Justin Trudeau qui a déclaré qu'il ne pouvait pas mettre fin au système uninominal à un tour parce cela risquait de mettre en péril le système de privilèges.[1]



Toute la corruption que nous voyons dans la sphère politique a son origine dans cet objectif fixé par l'État aux partis politiques. La corruption commence par le financement des partis « majeurs » par l'État. Ce financement a été institué parce que les partis n'arrivaient pas à réunir assez d'argent pour se financer sans dépendre de riches donateurs, d'entreprises ou de syndicats, ces dons étant considérés comme une influence corruptrice. Le financement public des partis politiques a été

présenté comme un moyen de renforcer le processus démocratique et de lutter contre la corruption. Il continue d'être présenté ainsi, même si la corruption n'a fait que s'aggraver et a pris de nouvelles formes. Divers stratagèmes ont été mis en place pour que les partis majeurs deviennent à la charge de l'État. Alors que des crédits d'impôt pour les contributions sont accordés à tous les partis politiques enregistrés, d'autres programmes de financement direct ont été mis en place auxquels seuls les partis de l'establishment ont accès. Ceux-ci allaient d'un remboursement généreux et sans cesse croissant des dépenses des campagnes électorales à des allocations par vote. Les ressources publiques comprennent non seulement les fonds provenant du Trésor public, mais également l'utilisation des ondes publiquement subventionnées, qui sont actuellement réglementées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Parce que l'État finance les partis, il exige qu'ils rendent des comptes à Élections Canada selon des critères fixés par l'État. Élections Canada, qui administre l'enregistrement des partis politiques et l'allocation des fonds, doit veiller à ce que les partis ou les organisations frivoles qui se font passer pour des partis n'aient pas accès aux fonds de l'État. Élections Canada administre la façon dont les partis politiques s'acquittent de leurs exigences d'enregistrement qui permettent à un parti d'émettre des reçus d'impôt pour contribution politique, avoir son nom sur le bulletin de vote et recevoir des fonds de l'État s'il est admissible. La Loi stipule, par exemple, combien de membres un parti politique doit avoir pour être admissible à l'enregistrement. Élections Canada doit vérifier la liste des membres soumise par l'envoi de lettres aux membres du parti leur demandant de confirmer qu'ils sont vraiment membres du parti. Pour plusieurs raisons, cela est offensant et intimidant et va à l'encontre du droit fondamental à la liberté de conscience et à la liberté d'association sans surveillance de l'État.

Plus les partis politiques ont été consacrés détenteurs de privilèges spéciaux par la Loi électorale, plus l'ingérence de l'État dans les affaires internes des partis politiques a augmenté. Les exemples de cela abondent. Ainsi, quand un parti politique enregistré élit un chef, il est tenu de faire rapport à Élections Canada et les candidats à la direction d'un parti doivent déposer des rapports financiers auprès d'Élections Canada. Les contributions aux candidats à la direction du parti, totalisant des millions de dollars, sont déductibles d'impôt et tous les donateurs de plus de 200 \$ doivent être déclarés et leurs noms rendus public. Toute cette ingérence dans les affaires internes d'un parti politique est justifiée par le motif que le chef peut devenir le premier ministre du pays et que les partis politiques sont plus qu'enclins à accepter une telle ingérence en raison des privilèges qu'ils reçoivent. Le principe démocratique organisationnel moderne dicte qu'un parti politique ne devrait rendre des comptes qu'à ses membres, et non à des intérêts extérieurs, en particulier, pourrait-on ajouter, à l'État. Toutefois, le processus par lequel un individu peut devenir le premier ministre d'un pays en tant que dirigeant d'un parti qui détient la majorité des sièges est incompatible avec un corps législatif qui prétend être démocratique. Son chef devrait être élu par ses membres.

Toute cette ingérence et cette réglementation des partis politiques et de leurs membres sont une violation du principe démocratique de la liberté d'association et de la non-ingérence de l'État dans les affaires des partis politiques. Cela vient du fait que les partis politiques de l'establishment sont devenus des appendices de l'État, fortement tributaires du financement de l'État. Même si généralement seuls les partis politiques « majeurs » jouissent des privilèges du financement de l'État, les répercussions des règles et règlements et de l'ingérence de l'État dans les affaires intérieures touchent tous les partis politiques. Cela montre que la liberté politique d'association et d'organisation a besoin d'un système dans lequel c'est le processus électoral qui est financé publiquement et non les partis politiques.

Tant que des ressources publiques sont accordées à tout parti politique enregistré, le Parti marxiste-léniniste du Canada considère que le principe démocratique clé à respecter est que

tous les candidats sont égaux et que les ressources publiques devraient être fournies sur une base égale, et non sur la base d'une formule intéressée décidée par certains partis en vertu de laquelle ces partis reçoivent un financement plus important que celui accordé à d'autres.



Ce qui existe au Canada est un système de préférences hiérarchiques accordé aux partis politiques à la Chambre des communes par un écheveau de lois et règlements électoraux et de règlements en matière de radiodiffusion qu'ils ont eux-mêmes promulgués. Les partis politiques représentés au Parlement jouissent de positions privilégiées. Le fait qu'ils puissent utiliser ces positions privilégiées pour prendre des décisions intéressées pour se donner des ressources plus importantes qu'aux autres est rejeté avec mépris par les Canadiens qui, chaque jour de leur vie, souffrent de l'abus des positions privilégiées de pouvoir. Le fait que cette démocratie soit appelée représentative sert à camoufler qui représente précisément qui. Les faits contredisent l'argument

que les candidats et les représentants et gouvernements élus représentent « le peuple ». Toute enquête impartiale révélera la vérité sur qui définit l'ordre du jour, quelles sont les questions prioritaires et comment les préoccupations et les problèmes des gens et leurs aspirations au progrès social sont écartés, empêchés d'occuper la place qui leur revient dans la sphère publique. Les faits montrent que les Canadiens ne sont pas égaux devant la loi au Canada. Aux fin des élections, ils sont divisés entre ceux qui sont gouvernés et ceux qui sont censés être les gouvernants et, quand les électeurs votent, ils remettent leur pouvoir de prendre des décisions aux représentants du « souverain ».

Au Canada, le « souverain » n'est pas « le peuple », ni d'ailleurs ses assemblées législatives, comme on le laisse croire. Le « souverain » est celui qui exerce le pouvoir souverain par la prérogative royale. Il s'agit des pouvoirs discrétionnaires exercés au nom de la sécurité nationale, de l'intérêt national et des valeurs canadiennes. Ceux-ci sont en réalité incorporés dans ce qu'on appelle la personne de l'État, nominalement la reine d'Angleterre, mais ce sont en fait les intérêts privés supranationaux, principalement ceux du camp des impérialistes anglo-américains qui se battent pour le contrôle au pays et à l'étranger.

Ces pouvoirs discrétionnaires sont également appelés « pouvoirs de police ». Ce sont les pouvoirs discrétionnaires qui sont entre les mains de l'exécutif - le premier ministre et les ministres et toutes les personnes nommées, ainsi que la Cour suprême du Canada qui émet des jugements qui interprètent la Constitution. Ces pouvoirs de police établissent les politiques, en particulier la définition des droits, la direction de l'économie et la participation du Canada aux questions liées à la guerre et à la paix, ainsi que les règlements et l'information. Pour ce qui est de la participation du peuple aux affaires du corps politique, ils établissent ce que constituent des « limites raisonnables » sur les droits et les activités diverses. Ils le font aussi pour éliminer des rivaux.

Note

1. Le premier ministre Justin Trudeau, quand il a expliqué pourquoi les réformes électorales promises ne seraient pas mises en oeuvre, a déclaré : « Si nous faisons un changement ou risquons un changement qui augmente les voix individuelles — qui augmenterait les voix extrémistes et les voix activistes qui ne siègent pas au parlement pour débattre de ce qui est dans le meilleur intérêt de l'avenir de l'ensemble du pays, comme le font les trois partis actuels —, je

crois que nous ouvririons une période d'instabilité et d'incertitude. Et nous mettrions en péril cette chose qui fait que nous sommes plus chanceux que quiconque sur la planète. »

Questionné sur ses propos, il a ajouté : « Si vous avez un parti qui représente des voix marginales, ou à la périphérie de nos perspectives et qui détient 10, 15, 20 sièges à la Chambre, en fin de compte il détient la balance du pouvoir. La force de notre démocratie est que nous devons rassembler les gens dans les grands partis qui représentent toute la diversité du Canada et qui apprennent à travailler ensemble. Vous n'apprenez pas en amplifiant les petites voix, vous apprenez en écoutant toutes les voix. Et c'est pourquoi nous avons un système qui fonctionne si bien. »



Un élément majeur des négociations de l'ALÉNA

L'alimentation de la machine de guerre des États-Unis

- K.C. Adams -

L'intégration plus poussée de l'infrastructure et des ressources énergétiques de l'Amérique du Nord sous le contrôle de monopoles énergétiques dominés par les États-Unis est un des principaux points à l'ordre du jour des renégociations de l'ALÉNA. En vertu de l'ALÉNA, le Canada est déjà tenu de maintenir des exportations énergétiques vers les États-Unis proportionnellement à la totalité de sa production énergétique. C'est ce qui garantit l'accès des États-Unis aux ressources énergétiques canadiennes aussi longtemps que l'ALÉNA reste en place. Essentiellement, cette obligation en vertu de l'ALÉNA prévoit que les sables bitumineux soient réservés en tant que source sécurisée d'approvisionnement pour les États-Unis et leur machine de guerre continuellement en expansion. Comment l'oléoduc de bitume Trans Mountain de Kinder Morgan est lié à cet engagement de l'ALÉNA est caché derrière des discussions sur de nouveaux marchés en Asie et une moins grande dépendance du Canada envers le marché étatsunien.

Comment les sables bitumineux devraient être développés pour servir la Forteresse Amérique du Nord, mener la guerre contre les concurrents mondiaux et détruire ceux qui refusent de se soumettre au diktat des États-Unis a déjà été décidé en vertu d'ententes secrètes dictées par les intérêts impérialistes privés les plus puissants. En 2006 ont eu lieu deux sommets secrets, l'un à Houston, au Texas, et l'autre à Banff, en Alberta, où a été discuté et décidé le rôle du Canada dans la défense de la « sécurité énergétique nord-américaine ».

À Houston, des dirigeants de sociétés pétrolières et des représentants gouvernementaux canadiens ont élaboré un programme permettant de quintupler la production des sables bitumineux de l'Alberta. Entre autres choses, les sables bitumineux remplaceraient l'approvisionnement provenant du Venezuela aux raffineries de la côte du Golfe aux États-Unis. À la réunion de Banff tenue plus tard la même année, se sont assis autour de la table des dirigeants des sociétés pétrolières et autres ainsi que de l'establishment



militaire des États-Unis, du Canada et du Mexique. Ces deux réunions secrètes ont fixé l'ordre du jour pour l'avenir économique du Canada, où des décisions ont été prises pour canaliser des milliards de dollars de l'économie socialisée vers les investissements dans les sables bitumineux afin de sécuriser l'approvisionnement d'énergie de la Forteresse Amérique du Nord ainsi que les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain.

La côte ouest des États-Unis, une région importante de bases militaires et de production d'armes de destruction massive, n'est pas liée par des oléoducs aux principaux champs pétroliers américains au Texas et au Dakota du Nord. Ses sources traditionnelles en Californie et en Alaska sont en régression. La Californie en particulier compte pour la majorité de son pétrole sur des importations provenant de l'Asie de l'Ouest et de l'Amérique du Sud. Alors que les États-Unis ont doublé leur production pétrolière ces dix dernières années, principalement à cause de la fracturation de schiste bitumineux, cette production accrue se situe principalement au Texas et au Dakota du Nord. Puisque la production pétrolière sur la côte ouest est en régression, l'oléoduc existant de Kinder Morgan et son expansion offrent un accès aux sables bitumineux de l'Alberta.

L'armée des États-Unis est à elle seule la plus grande consommatrice d'énergie au monde. C'est le cas même sans tenir compte des quantités massives additionnelles de pétrole et d'autres formes d'énergie requises pour la production de ses armes, de ses véhicules militaires, de ses aéronefs et de ses navires de combat, etc. L'armée étatsunienne, en vertu du règlement d'exception pour la sécurité nationale et l'information classifiée, bénéficie d'une dérogation totale pour ce qui est des ententes internationales sur le climat. Aussi son empreinte carbone ne peut être retracée.

La machine de guerre des États-Unis et la production d'armes de destruction massive sont des facteurs importants de consommation énergétique sur la côte ouest des États-Unis, surtout en Californie, mais aussi dans l'État de Washington. La Californie est deuxième seulement derrière la Virginie en termes de dépenses militaires officielles à 49,6 milliards \$ par année, et Washington est septième à 12,6 milliards \$ par année.



La Californie et l'État de Washington comprennent d'importantes bases navales, y compris un chantier naval à Washington. San Diego et Puget Sound sont parmi les centres les plus militarisés au monde. Une importante production militaire se fait dans les deux États, dont la fabrication d'avions de combat et de missiles balistiques par des fabricants d'armes monopolistes tels Boeing, Lockheed Martin, Raytheon, Northrop Grumman et d'autres qui ont des installations tentaculaires sur la côte ouest des États-Unis.

La *Loi sur l'autorisation de la Défense nationale 2018* prévoit 700 milliards \$ pour le budget de guerre des États-Unis, une augmentation de 619 millions \$ comparativement à l'année précédente. Cela comprend de nouveaux navires de guerre, des avions de combat, des véhicules, des missiles,

des bombes et des munitions, lesquels augmentent la demande de pétrole autant pour la production de guerre que pour le service actif.

Les décisions prises dans le dos des Canadiens et des Albertains pour détourner des milliards de dollars de l'économie socialisée canadienne afin de fournir des matières premières et la sécurité

énergétique de la machine de guerre étatsunienne dans le cadre d'une Forteresse Amérique du Nord intégrée ne servent pas un projet d'édification nationale canadien ni le droit de décider de la classe ouvrière et des peuples autochtones.

Dans un tel contexte d'annexion et d'asservissement politique, l'État canadien à tous les niveaux garantit les profits des grandes sociétés pétrolières au moyen de subventions, d'exemptions fiscales, du contrôle des matières premières du Canada, de la provision de travailleurs instruits et compétents et de l'infrastructure nécessaire. L'intention du gouvernement Trudeau d'indemniser Kinder Morgan contre toute perte potentielle suite à la construction et à la mise en oeuvre du projet d'expansion de Trans Mountain est une autre magouille pour payer les riches. C'est également une indication de ce qui se passe vraiment dans les renégociations de l'ALÉNA.

De puissants intérêts privés ont décidé en secret de la direction du secteur énergétique du Canada. Le gouvernement fédéral a été mobilisé pour mettre en oeuvre cette décision au moyen de son autorité et de ses pouvoirs de police. L'opposition à la direction et spécifiquement à l'expansion de l'oléoduc de Kinder Morgan est criminalisée alors que Trudeau déclare que le projet est dans l'intérêt national.

La conception du monde des Canadiens est désinformée et ils sont amenés à croire que les gouvernements formés par différents partis établissent des politiques qui servent l'intérêt national. Il devient difficile pour le peuple de saisir ce qui se passe vraiment dans le secteur énergétique, dans l'économie en général et quel rôle est appelé à jouer l'expansion de l'oléoduc. Les médias se servent de leur pouvoir pour faire la promotion de ce que les intérêts privés ont décidé et pour dépolitiser l'opinion publique et l'empêcher de se regrouper autour d'une nouvelle direction en opposition à la guerre, aux préparatifs de guerre et à l'annexion au système impérialiste d'États des États-Unis.

Mais les travailleurs canadiens ne sont pas impuissants face à la situation. Ils peuvent bâtir leurs propres institutions et faire entendre leurs voix indépendantes. Ils peuvent s'unir dans la discussion et les actions avec l'analyse pour s'opposer à ce qu'ils considèrent comme faux et trouver ce qui doit être fait pour que le pays se donne une nouvelle direction d'autosuffisance et d'édification nationale qui défie l'impérialisme américain et, grâce au renouveau démocratique, donner au peuple le pouvoir de décider et faire du Canada une zone de paix avec un gouvernement antiguerre.



Préoccupations pour le mouvement ouvrier

Le groupe Rio Tinto préoccupé par le « retour en force du nationalisme lié aux ressources »

- André Bédard -

Le cartel financier/industriel mondial Rio Tinto, de concert avec Alcoa, a mis en lockout 1 030 travailleurs de l'aluminium à Bécancour au Québec. Les deux entreprises font pression sur les

travailleurs pour qu'ils acceptent de faire des concessions sur une foule de questions, mais ce n'est pas tout. Le lockout vise également à contraindre le gouvernement du Québec à réduire encore plus les prix de l'électricité fournie par l'État et à faire d'autres concessions, et il vise à limiter à court terme l'offre d'aluminium sur les marchés mondiaux pour forcer une hausse des prix.



Le groupe Rio Tinto n'est pas un oligopole impérialiste de moindre importance. « L'année dernière, Rio Tinto a été responsable de la moitié du rendement total en liquidités dans le secteur minier », s'est récemment vanté le PDG Jean-Sébastien Jacques. Toujours à l'affût de façons d'élargir son empire, Rio Tinto s'engage dans des activités aussi sinistres qu'un lockout au Québec et des menaces contre les gouvernements partout dans le monde pour qu'ils se rangent du côté de l'entreprise sous peine de conséquences non précisées.

Rio Tinto exproprie la valeur que les travailleurs produisent et l'utilise ensuite en partie pour défendre ses intérêts privés en opposition aux intérêts des peuples. La politique est l'expression concentrée de l'économie et là où résident les intérêts économiques privés de Rio Tinto on trouve aussi ceux qu'il soutient et finance en tant que représentants politiques de l'oligopole. Et si cela s'avère insuffisant, il peut faire appel aux services des militaires et des agences d'espionnage des impérialistes anglo-américains et à leurs mercenaires pour procéder à un changement de régime violent pour chasser toute personne ou toute force politique qui cherche une nouvelle direction ou même qui veut améliorer le bien-être du peuple et garantir ses droits comme le droit de bénéficier de ses terres, de ses ressources et de ses droits.

Lors d'une conférence à Miami le 15 mai organisée par la Bank of America Merrill Lynch, le PDG de Rio Tinto a exprimé son inquiétude face à le « retour en force du nationalisme lié aux ressources » et aux efforts de certains gouvernements « pour obtenir une plus grande part de leur richesse minérale - la plupart du temps au détriment des entreprises privées ».

« De la RDC (République démocratique du Congo) et l'Afrique du Sud à la Mongolie et l'Australie, le nationalisme lié aux ressources prend de l'ampleur », a-t-il dit, ajoutant qu'il était « optimiste que le bon sens va prévaloir ».



Il a déclaré lors de la conférence que les grandes sociétés minières privées qui sont actives en RDC, notamment Rio Tinto, le premier producteur de cuivre en Afrique et la source de plus de 60 % de l'offre mondiale de cobalt, « luttent vigoureusement contre un nouveau code minier ».

Il a dit que la nouvelle législation supprime une clause de stabilité protégeant les investissements existants des modifications au régime fiscal et douanier pendant 10 ans, introduit un impôt de 50 % sur les profits exceptionnels et donne au ministre des Mines le pouvoir d'augmenter les redevances sur les minéraux jugés stratégiques.

« Tout a commencé en Indonésie », a déclaré le PDG, « qui a imposé au début de l'année dernière de nouvelles règles sur les exportations de minerai non traité. La Tanzanie a emboîté le pas imposant deux mois plus tard une interdiction des exportations de concentrés d'or. La même chose s'est produite en Afrique du Sud qui a dévoilé l'an dernier un code minier révisé qui aurait imposé une taxe de 1 % sur les revenus des sociétés minières et non sur leurs profits comme c'est l'habitude. »

Il a appelé les autres cartels de ressources impérialistes à s'unir dans des oligopoles encore plus vastes et plus puissants ou dans une sorte de « Nations unies de l'industrie minière pour lutter contre le nationalisme croissant lié aux ressources » et affronter fermement certaines « juridictions contestataires ». Les rapports de la conférence n'expliquent pas en détail le plan de bataille de Jean-Sébastien Jacques pour vaincre le « retour en force du nationalisme lié aux ressources », mais les menaces sont palpables.

Le PDG a omis de mentionner que les cartels mondiaux comme Rio Tinto payent rarement des impôts sur les sociétés et seulement de minimes redevances. Les oligopoles embauchent des centaines de comptables fiscaux qui sont des experts en matière de transfert de revenus bruts au sein de centaines de sociétés appartenant à une entreprise afin de réduire les profits particuliers apparents de l'entreprise à presque zéro. Dans certains cas, un cartel emprunte à un taux d'intérêt généreux auprès de ses propres établissements de crédit situés à l'extérieur du pays, parfois dans un paradis fiscal. Dans la comptabilité impérialiste, le profit d'intérêt exproprié de la nouvelle valeur produite par les travailleurs est calculé comme un « coût » pour les propriétaires d'actions et imposable dans le pays d'origine du prêt.

Le PDG de Rio Tinto a dénoncé le gouvernement de Mongolie qui affirme qu'Oyu Tolgoi, une coentreprise de cuivre gérée par Rio, doit payer plus cher l'électricité fournie par l'État et doit 155 millions \$ en impôts impayés. Le cartel réfute la réclamation fiscale et refuse de payer, et, comme il le fait au Québec, exige que l'électricité soit fournie par l'État à des tarifs subventionnés inférieurs au prix de production.

Note

Bank of America a une participation importante dans le groupe Rio Tinto, ce qui fait que les paroles du PDG Jacques à la conférence de la banque revêtent une importance particulière pour ses intérêts privés.

(Sources: mining.com, Reuters)

Criminalisation des travailleurs de la construction au Québec: la vision antiouvrière des partis formant le gouvernement et l'opposition

- Pierre Chénier -

L'Assemblée nationale au Québec est en train d'adopter le projet de loi 152, qui modifie différentes lois du travail afin de renforcer la criminalisation des travailleurs qui défendent leurs

droits. Après deux jours de consultations particulières, le principe du projet de loi a été adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale le 22 février. La Commission de l'économie et du travail a tenu trois journées d'étude article par article du projet de loi et a adopté tous ses articles et a fait quelques légers amendements. La Commission a remis son rapport à l'Assemblée nationale le 10 mai et celle-ci poursuit maintenant ses procédures menant à l'adoption du projet de loi.

Le projet de loi et les discussions à son sujet à l'Assemblée nationale illustrent jusqu'où la classe dominante entend aller pour priver les travailleurs de la construction du Québec de leur capacité de faire valoir leurs droits en pratique. De façon honteuse, les membres de l'Assemblée font des pieds et des mains pour servir les employeurs de la construction en criminalisant les travailleurs et leurs organisations.



Le projet de loi et les discussions mettent en lumière certains traits frappants. On n'y trouve aucune référence aux conditions de travail et aux conditions d'emploi des travailleurs québécois de la construction. On n'y présente aucun contexte matériel ou historique expliquant l'industrie de la construction et le facteur humain engagé dans la production de la valeur et la lutte de classe menée depuis longtemps pour défendre les droits de la classe ouvrière et établir des normes et des standards en ce qui concerne les conditions d'emploi et les conditions aux endroits de travail.

Rien n'est dit au sujet des conditions extrêmement dangereuses qui existent sur les chantiers de construction au Québec. Rien sur le fait que le secteur de la construction est le secteur ayant le plus grand nombre de décès au travail, de blessures ou de maladies contractées au travail. Rien non plus sur le fait que les travailleurs de la construction n'ont aucune sécurité d'emploi d'un chantier à l'autre, ce qui les rend vulnérables aux congédiements arbitraires, au non-rappel au travail lorsqu'ils défendent leurs droits, au travail au noir sans chèques de paie légaux dont sont déduites les cotisations au régime de retraite ou à l'assurance-emploi, au vol de leurs heures travaillées, sans paiement des heures supplémentaires ou même sans mention qu'ils ont travaillé, etc.

Ces phénomènes sont connus et documentés. Cela fait des années que les travailleurs de la construction luttent pour obtenir des changements qui vont améliorer leurs conditions de travail et bénéficier au secteur lui-même. Rien de tout cela n'est évoqué dans le projet de loi. Rien n'en a transpiré pendant les délibérations ou a même été mentionné en passant par un membre du parti au pouvoir ou des partis de l'opposition. On pourrait dire que le projet de loi et les membres de l'Assemblée nationale ont fait disparaître la réalité de l'industrie de la construction, surtout des conditions réelles en ce qui concerne le facteur humain.

Le thème d'ensemble du projet de loi et des discussions à l'Assemblée nationale est l'« intimidation ». Par « intimidation », le gouvernement et les membres de l'opposition entendent la lutte organisée des travailleurs de la construction pour changer les conditions mentionnées ci-dessus et spécifiquement les pratiques et les actions des travailleurs pour défendre leurs droits sur les chantiers de construction.

Le gouvernement invoque effrontément la Commission Charbonneau pour attaquer les travailleurs de la construction. Cette commission était censée porter sur la lutte contre la corruption et la présence du crime organisé dans l'octroi des contrats publics de construction et sur le lien entre cette corruption et le financement de plusieurs des mêmes partis politiques qui aujourd'hui mettent de l'avant le projet de loi 152. Au lieu de traiter du mandat de cette

commission, les membres de l'Assemblée nationale, par crainte peut-être de se faire accuser de corruption, ont présenté le projet de loi 152. Cela a détourné l'attention de leur propre rôle dans l'octroi des contrats gouvernementaux et l'a portée sur l'accusation que les travailleurs de la construction font de l'intimidation quand ils se défendent. Un signe d'égalité a été mis entre leurs syndicats et le crime organisé.

Les membres de l'Assemblée nationale ont fait tout un saut, de l'intimidation criminelle qui se produit dans l'octroi des contrats publics, vers les activités des travailleurs qui se défendent contre les employeurs et leur personnel qui se donnent le droit d'agir comme bon leur semble. Ce droit de gérance dégénère souvent en une sorte de Far West agissant en dehors de toute loi sur les chantiers de construction et créant le chaos dans la vie des travailleurs et dans le secteur. La Commission Charbonneau a dévoilé des exemples réels de corruption et d'intimidation dignes du Far West dans l'obtention de contrats publics et le retour d'ascenseur sous forme de versement d'argent à certains partis politiques au pouvoir et dans l'opposition, mais cela n'apparaît pas dans le projet de loi 152.

La véritable intimidation du crime organisé et la corruption impliquant même des partis politiques ont disparu dans le projet de loi 152. Au lieu de cela, les membres et les partis de l'Assemblée nationale ont créé une fiction pour attaquer les travailleurs et leurs collectifs et détourner l'attention d'eux-mêmes et des conditions réelles vécues par les travailleurs que ceux-ci essaient de corriger par leur lutte organisée.



On en a tout un exemple dans ces paroles honteuses de la ministre du Travail Dominique Vien qui parle elle-même comme un employeur appelant à la répression de la lutte des travailleurs au moyen des pouvoirs de police :

« Actuellement, il faut comprendre qu'il est interdit à quiconque d'imposer à un employeur l'embauche d'un travailleur de la construction... il faut toujours se mettre dans le contexte aussi, ...que, même si ces articles-là ne sont pas nécessairement une demande de la commissaire Charbonneau, nous sommes quand même dans la mouvance des travaux que la commissaire Charbonneau a tenus, qui a donné lieu à un rapport en 2015. Ce qu'on veut faire...c'est de venir préciser, parce que la Commission de la construction du Québec en a besoin, de ces précisions. Alors, on ne va pas qu'imposer, on va venir aussi ajouter les notions de menaces, on va venir aussi ajouter la notion d'intimidation, et je continue, pas seulement dans l'embauche de personnel, mais aussi dans tout le droit de gérance, et ça, c'est nouveau, dans tout le droit de gérance d'un employeur dans le domaine de la construction. Ça veut dire que tu ne pourras pas faire de l'intimidation, tu ne pourras pas faire de menace en vue, par exemple, de venir jouer dans le droit de gérance de l'employeur concernant, par exemple, un congédiement, des mesures disciplinaires, un licenciement, un déplacement.. Alors, on n'est plus uniquement circonscrit à la notion d'embauche, mais on élargit donc à d'autres situations qui peuvent survenir, essentiellement, c'est ça. »

La corruption dans l'octroi des contrats publics a totalement disparu dans ce discours et le tout fait place à la promotion d'un régime policier contre les travailleurs de la construction pour servir les intérêts privés étroits des mêmes entreprises de construction dont on a dit qu'elles étaient impliquées dans des pratiques de corruption. La ministre leur promet l'impunité lorsque les travailleurs se blessent, meurent au travail et subissent de mauvais traitements. Les travailleurs et leurs collectifs qui dénoncent les blessures, les décès et le mauvais traitement qu'ils subissent sont déclarés coupables d'intimidation contre ceux-là mêmes qui ont commis ces crimes et ces abus. Les membres de l'Assemblée nationale ne vont pas permettre aux travailleurs de la construction de défendre leurs droits, leur vie et leur moyen de subsistance parce qu'ils sont entièrement du côté des employeurs. Ils jurent de soutenir le « droit de gérance » et ne vont pas permettre que les employeurs et leur personnel soient intimidés par les travailleurs qui luttent pour leur vie et leur moyen de subsistance.

Tous les partis de l'Assemblée nationale appuient la criminalisation des travailleurs de la construction. Lors de l'étude article par article, les représentants du Parti libéral, du Parti québécois et de la Coalition Avenir Québec ont parlé longuement et appuyé les attaques contre les travailleurs de la construction au nom de la lutte contre l'intimidation et la perturbation des activités sur les chantiers. Certains ont dit que le projet de loi va trop loin dans la criminalisation, mais c'était une question de degré seulement. Ils ne se sont pas opposés au projet de loi en principe et n'ont rien fait pour s'y opposer.

Il n'y avait pas de différence dans l'affirmation de base de tous les partis que la lutte organisée des travailleurs constitue de l'intimidation à l'égard des employeurs et menace la production, l'économie et les intérêts privés des entreprises de la construction. Le quatrième parti, Québec solidaire, n'était pas représenté à la Commission. Cependant, il a voté en faveur du principe du projet de loi. Son co-porte-parole a qualifié le projet de loi d'« effort législatif » pour assainir les pratiques sur les chantiers de construction afin de mettre fin à la corruption et à l'intimidation. Il a parlé des actions des travailleurs ces dernières années comme d'une « dérive » tout en critiquant le projet de loi qui selon lui brime le droit d'association des travailleurs. C'est le discours libéral typique qui parle des droits des travailleurs en théorie, mais s'oppose à l'exercice de ces droits en pratique et dénonce les actions des travailleurs à la défense de leurs droits comme de l'intimidation contre les employeurs et une restriction à la liberté de commerce.

La Commission de l'économie et du travail et l'Assemblée nationale refusent de reconnaître les conditions de travail réelles qui règnent dans le secteur de la construction et la nécessité que les travailleurs de la construction s'organisent à la défense de leurs droits, de leur vie et de leur moyen de subsistance. L'Assemblée nationale veut priver les travailleurs de leurs droits en ayant recours aux pouvoirs de police de l'État au service des intérêts privés étroits des entreprises de construction.

Cette attaque ne va pas dissuader les travailleurs d'organiser et de défendre leurs droits parce qu'agir ainsi serait suicidaire et une capitulation devant les diktats des riches oligarques et de leurs représentants politiques. Priver les travailleurs de leurs droits est intenable et va uniquement mener à l'intensification de la lutte de classe et à plus de perturbations. Un équilibre peut exister dans la lutte de classe, mais il requiert que ceux qui achètent la capacité de travailler des travailleurs reconnaissent que ceux-ci vont travailler seulement s'ils peuvent obtenir des conditions d'emploi qui leur sont acceptables et si ces conditions sont respectées et mises en pratique.



Dangereuse escalade des préparatifs de guerre

Le plus grand mouvement de troupes en Ontario depuis la crise du verglas de 1998

Le 30 avril dernier, la Ville du Grand Sudbury a reçu la visite d'un convoi de 37 véhicules des Forces armées canadiennes (FAC), pour la plupart des véhicules blindés légers LAV-6 ainsi que 200 militaires. Basées à Petawawa, les troupes ont fait escale pour la nuit dans la foulée d'un voyage de six jours et de 1 300 kilomètres en préparation pour leur déploiement en Lettonie en juillet sous les auspices de l'OTAN. Ils ont voyagé de Petawawa jusqu'à North Bay, faisant des détours pour se rendre à Temagami et à Sudbury. Ils vont poursuivre leur chemin jusqu'à Peterborough, Kingston et Toronto pour terminer à Meaford. Il s'agit du plus grand mouvement de troupes en Ontario depuis la tempête du verglas de 1998.



Un journaliste a fait des blagues au sujet de la visite du convoi à Sudbury, disant que les troupes venaient s'entraîner à Sudbury en raison des fameux nids de poule de cette ville. Pour sa part, un porte-parole des FAC a comparé l'exercice à un voyage touristique et de relations publiques, puisqu'ils arboraient les couleurs officielles du Canada dans différentes communautés et permettaient aux résidents des villes de voir de l'équipement militaire qu'on voit habituellement seulement dans des régions rurales ou éloignées. Il a aussi lancé que les troupes avaient hâte de partir en mission en Lettonie où le hockey est à l'honneur.

Les questions de guerre et de paix ne sont pas à prendre à la légère. Le gouvernement canadien de Justin Trudeau, comme celui de Stephen Harper avant lui, agit comme un lèche-botte de l'impérialisme américain en Europe de l'Est. Cette visite d'un convoi des FAC à Sudbury est partie intégrante des préparatifs de guerre de l'impérialisme américain et de ses efforts de domination mondiale. Les gens de Sudbury veulent un gouvernement antiguerre pour veiller à ce que le Canada ne participe pas à ces préparatifs de guerre et agisse plutôt en force pour la paix.



La marine américaine remet à neuf sa deuxième flotte pour contrôler les Caraïbes et l'Atlantique Nord

La marine américaine est en train de rétablir sa deuxième flotte afin de contrôler l'Atlantique Nord, selon un rapport de la marine. Elle sera opérationnelle d'ici le 1er juillet et aura son quartier général à Norfolk, en Virginie. Selon les rapports, les plans des États-Unis sont d'augmenter leur flotte et de réactiver dans ce cadre les frégates de classe Oliver Hazard Perry. La durée de vie des navires déjà en service pourrait être prolongée afin de répondre à l'objectif d'une marine comprenant 355 navires. Il est prévu d'installer des systèmes de lancement verticaux sur au moins six ponts de navires de débarquement de classe San Antonio et six navires auxiliaires, afin d'accroître la capacité de frappe en missiles de la marine.



Piquet contre les navires de guerre dans le port d'Halifax le 29 mai 2012

La flotte a été dissoute en 2011, car rien ne menaçait la US Navy dans l'océan Atlantique à cette époque. Cependant, la stratégie de défense nationale de 2018 inscrit la mission de contrer la Russie et la Chine comme une priorité absolue et l'annonce de la marine américaine indique clairement que la compétition entre les principales puissances navales du monde est de retour. Les efforts de modernisation de la Russie ont fait de sa marine une force redoutable pour les États-Unis, estiment des sources militaires. Les navires et les avions américains ont récemment intensifié leurs activités dans l'océan Atlantique et dans la mer Baltique.

Le Commandement proposé des forces conjointes de l'OTAN (CFJ), qui opèrent elles aussi à Norfolk, en Virginie, sera responsable de la même région. Protéger les voies maritimes pour transférer des troupes et du matériel est devenu une mission d'une importance capitale. À cet égard, les États-Unis sont également en train de réactiver et de moderniser leur base aéronavale à Keflavik, en Islande, ce qui comprend la rénovation d'un hangar pour accueillir les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon conçus pour la chasse aux sous-marins russes. L'Islande en soi est un porte-avions insubmersible. Une présence militaire dans ce pays permet de contrôler le secteur Groenland-Islande-Royaume-Uni, que les navires de surface et les sous-marins de la flotte du Nord de la Russie doivent traverser en direction de l'océan Atlantique. Environ 300 marines américains sont basés en Norvège.



La Strategic Culture Foundation basée en Russie a publié une analyse qui dit :

Après avoir traversé l'Atlantique, les navires de la deuxième flotte rejoindront la sixième flotte en Méditerranée. Le groupe d'attaque du porte-avions Harry S. Truman est entré dans la zone d'opérations de la sixième flotte le 18 avril, ce qui constituait un changement par rapport au plan précédent visant à opérer dans le golfe Persique. C'est la première fois qu'un porte-avions est déployé en Méditerranée depuis juillet 2017. Il semble qu'à partir de maintenant, un porte-avions sera toujours présent dans la région, comme à l'époque de la guerre froide. Après tout, toutes les forces basées en Europe pourraient facilement se déplacer vers d'autres théâtres d'opérations, si besoin est. Le groupe primaire est entraîné

dans des opérations de combat sur le sol syrien. La sixième flotte a considérablement augmenté sa puissance de feu. Aujourd'hui, elle peut lancer environ 90 avions et plus de 1 000 missiles de croisière mer-sol à longue portée.

Après que la Crimée se soit jointe à la Russie en 2014, les États-Unis ont considérablement accru leur présence militaire en Europe en déployant une équipe de combat de brigade blindée soutenue par une brigade d'aviation de combat. L'armée a également prépositionné du matériel pour une autre brigade blindée.

Depuis 2015, quatre destroyers équipés de missiles guidés Aegis sont basés à Rota, en Espagne, dans le cadre de la défense antimissile balistique de l'OTAN. Ils peuvent toujours se déplacer vers la Méditerranée. Pendant ce temps, le bloc a intensifié ses activités d'entraînement naval dans la région.

La marine américaine a doublé ses déploiements dans la mer Noire. L'OTAN a suivi.

Le commandement du transport maritime militaire (MSC) augmente son soutien logistique à la sixième flotte alors que davantage de navires de guerre sont déployés pour contrer la Russie. L'année dernière, le commandement a transporté deux fois plus de munitions, trois fois plus de pièces critiques et 33 % plus de marchandises en Europe et en Afrique qu'en 2016. C'est un fait très important qui illustre une tendance.

Selon le chef des opérations navales, l'amiral John Richardson, la marine « passe beaucoup plus de temps maintenant sur la scène européenne ». Elle « travaille à contrer la présence russe » là-bas. L'Institut naval des États-Unis sonne l'alarme, affirmant que ces pauvres Européens ont été laissés aux prises avec des opérations russes 'agressives'. Et la US Navy doit à contrecœur faire quelque chose à propos de la 'menace russe' imminente.

En réalité, la relance de la deuxième flotte fait partie d'une préparation bien planifiée pour une éventuelle guerre contre la Russie qui pourrait avoir lieu sur terre, sur mer et dans les airs. Ce sont des opérations offensives - et non défensives - auxquelles le bloc dirigé par les États-Unis se prépare. L'Occident est engagé dans une campagne multifront et multidomaines contre Moscou. Il vient de faire un autre pas dans cette direction. Avec tant de problèmes qui menacent son existence, l'Occident a besoin de quelqu'un pour l'unir et détourner l'attention du public de ses autres problèmes avec lesquels la Russie n'a aucun rapport. Une menace imaginaire justifiant toutes les mesures qui ont été prises pour renforcer ses capacités militaires correspond bien à ce projet.

Note

1. La deuxième flotte a joué un rôle crucial lors de la crise des missiles à Cuba en 1962 et elle a envahi la Grenade en 1983.

(Sources: *military.com*, *Washington Post*, *Strategic Culture Foundation on-line journal*)

Les États-Unis augmentent leur présence militaire en Scandinavie

Les États-Unis, la Suède et la Finlande ont conclu une nouvelle alliance militaire le 8 mai lorsque leurs ministres de la Défense ont signé une *Entente de principe* trilatérale dans le but d'accroître leur coopération défensive sur tous les fronts. Chacun des deux pays scandinaves avait déjà signé

une entente de principe séparée avec les États-Unis. Maintenant ils ont signé un document commun dans le but de consolider ces ententes antérieures et augmenter leur interopérabilité, selon les agences de nouvelles.



Manifestation contre les exercices militaires « Arctic Challenge » à Rovaneimi, Finlande, le 23 mai 2017

Selon l'entente, l'accent est mis sur les exercices communs de ces pays et sur l'uniformisation des procédures établies pour les gérer. En transformant des ententes bilatérales en ententes de coopération trilatérale améliorée, une nouvelle alliance de défense dirigée par les États-Unis est créée qui élude le fait que ni la Suède ni la Finlande ne sont devenues membres de l'OTAN en raison de l'opposition de leurs peuples.

D'autres questions établies par l'entente de principe sont l'organisation de réunions trilatérales régulières à tous les niveaux, l'échange d'information (y compris au sujet de systèmes d'armement), l'interaction pratique accrue et la promotion du partenariat stratégique UE-OTAN. Celui-ci transformera par le fait même les deux pays scandinaves en un maillon connecteur qui éliminera toute possibilité que l'Europe puisse jouer un rôle dissuasif réellement indépendant des États-Unis. Un des objectifs des États-Unis est de veiller à ce que l'*Entente de coopération structurée permanente* (ECSP), qui est partie intégrante de la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne, ne puisse protéger l'industrie de la défense européenne des compagnies étatsuniennes.



La Suède a parrainé l'exercice militaire Aurora en septembre 2017, le plus grand événement de ce genre sur son territoire. Les États-Unis ont fourni le plus grand nombre de troupes étrangères. L'armée américaine a aussi participé récemment à de nombreuses manoeuvres en Finlande. La Finlande sera l'hôte d'un exercice de grande envergure de l'OTAN dès 2020 ou 2021. Les États-Unis sont déjà parmi les invités. La militarisation de la péninsule scandinave avance à toute vapeur.

Dans l'analyse de ces développements mise de l'avant par le journal en ligne *Strategic Culture*, celui-ci s'inquiète du fait que « la cadence accrue des exercices voudra dire une plus grande présence des États-Unis. Les ramifications sont nombreuses. Alors que le personnel militaire américain entrera et sortira de la Suède et de la Finlande, toute action offensive contre un de ces pays deviendrait par le fait même une attaque contre un membre de l'OTAN. Cela enclencherait une réaction telle que prévue dans l'article 5 du traité de Washington. Pour la Russie, toute présence militaire américaine en ce lieu est une provocation. Les États-Unis ne sont pas un pays

scandinave. Si un incident se produisait qui mènerait à un conflit entre les forces russes et étatsuniennes, les deux pays scandinaves seraient mêlés malgré eux à un conflit qui ne relèverait peut-être même pas d'eux. Les soldats américains sur leur territoire ne seront jamais soumis aux commandements nationaux respectifs. Plus de présence étatsunienne signifie moins de souveraineté et plus de risques. »



Manifestation anti-OTAN à Göteborg, Suède, le 16 septembre 2017.

Strategic Culture fait valoir que, puisque la Suède et la Finlande sont membres de l'UE, « ils n'ont pas besoin de l'article 5 (du traité de Washington) puisque l'article 42.7 du traité de l'UE comprend aussi une clause d'assistance mutuelle contraignante. La France elle-même l'avait invoquée lors des attaques terroristes de Paris en 2015. »

« En réalité, la Suède et la Finlande font déjà partie de l'OTAN par le biais d'autres groupes et d'ententes. Cela s'est fait de façon informelle, sans la tenue de référendums et sans la procédure parlementaire pertinente propre à chaque pays. Cela doit être examiné dans un contexte plus vaste. Au début d'avril, le premier sommet États-Unis-pays baltes a eu lieu à Washington. Il s'agissait d'un événement sans précédent qui pour une raison quelconque a été oublié par les médias.

« L'année dernière, la Suède et la Finlande ont participé à la Force expéditionnaire commune (FEC) dirigée par le Royaume-Uni. Tous les autres participants à cette formation composée de neuf pays sont membres de l'OTAN. Cela veut dire qu'en cas d'urgence les Forces armées de ces pays agiront sous le commandement de l'OTAN, devenant ainsi partie prenante d'un conflit qu'ils auraient pu éviter s'ils étaient neutres. Les deux pays coopèrent aussi avec Washington dans le cadre du Groupe nordique (GN), qui est composé de douze pays, bien que la Suède et la Finlande en soient les deux seuls participants qui ne font pas partie de l'OTAN. Cette organisation a ses propres échanges avec les États-Unis. Une autre instance est le Groupe des cinq pays nordiques qui comprend aussi ces deux membres non alignés. »

Les États-Unis ont déjà déployé des forces en Norvège et en Pologne et comptent maintenant remplacer les troupes américaines par le biais des pays baltes. La Pologne et les pays baltes sont au cœur de la stratégie de l'OTAN d'encercler la Russie et de se préparer à la guerre en dépit de l'*Acte fondateur OTAN-Russie* (1997), qui déclare qu'aucune force d'importance ne devrait être déployée à proximité des frontières de la Russie. Ce document a déjà été violé par l'OTAN. Aussi la Lituanie a-t-elle commencé à importer du gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis. La Pologne a aussi construit un terminal de GNL pour augmenter l'expédition de gaz étatsunien vers l'Europe, lequel gaz est en concurrence avec les approvisionnements énergétiques de la Russie.

La nouvelle alliance militaire entre les États-Unis, la Suède et la Finlande vise à consolider

l'hégémonisme étatsunien en Europe alors que la France et l'Allemagne ont pris leurs propres mesures pour augmenter d'eux-mêmes l'interopérabilité défensive de l'Europe. « L'Europe du Nord est à même d'être transformée en un nid de guêpes, alors que sa politique de bon voisinage est remplacée peu à peu par une de confrontation qui, tout en étant bénéfique aux États-Unis, rend la région moins sécurisée », affirme *Strategic Culture*.

(Agences de nouvelles des États-Unis, *Strategic Culture*)



L'État de New York finance un corridor de drones

Il y a un corridor de gestion de la circulation aérienne sans pilote (UTM) dans le centre de l'État de New York. Il va du centre de l'État de New York jusqu'à la vallée Mohawk. C'est le couloir de test de drones le plus avancé aux États-Unis et il est le premier de ce genre.

Le 1er mai, le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a annoncé que « Gryphon Sensors, un leader mondial de la détection intelligente par drones, et Raytheon, un leader de la technologie et de l'innovation spécialisé dans les solutions pour la défense, les gouvernements civils et la cybersécurité, ont tous deux reçus des contrats pour compléter le corridor de drones. Le projet dans son ensemble consistera en l'élaboration, la conception, la mise en oeuvre, la mise en service et le soutien opérationnel d'un système d'infrastructures permettant la recherche, le développement, la mise à l'essai et l'évaluation d'un UTM à la fine pointe de la technologie.



Cuomo se vantait que le « couloir de plusieurs millions de dollars crée une capacité de test de drone inégalée ». Au nom du « renforcement de l'économie », le couloir servira principalement à la guerre et l'espionnage par des drones et à l'usage de la police à l'intérieur du pays.



Le développement du corridor de drones est un projet de plusieurs millions de dollars financé par l'État de New York. Son développement fait partie du « Central NY Rising » par lequel l'État a déjà investi plus de 4,7 milliards \$ depuis 2012. Cela inclut 500 millions \$ dans le cadre de l'initiative de revitalisation de la région nord de l'État (Upstate New York), annoncée par le gouverneur Cuomo en décembre 2015. Une autre somme de 30 millions \$ en fonds publics a été fournie en 2016 spécifiquement pour le développement du système de gestion du trafic aérien de 80 km de long entre Syracuse et l'aéroport international Griffiss à Rome, dans l'État de New York. Bien qu'il existe des

utilisations commerciales potentielles pour le corridor de drones, la participation de Raytheon indique qu'il sera largement utilisé pour développer la guerre par des drones et l'utilisation de

drones pour la « sécurité publique » - ce qui signifie espionner et perturber les protestations, les grèves et les organisations similaires.

New York abrite déjà deux bases militaires d'où décollent des drones, l'une près de Syracuse. Ce n'est certainement pas un hasard si le couloir des drones est dans ce voisinage. La base aérienne de Niagara près de Buffalo est également impliquée dans la guerre par des drones. Les drones sont des armes de guerre illégales, car ils sont utilisés pour commettre des agressions contre de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique qui n'ont pas attaqué les États-Unis et ne représentent aucune menace, comme le Yémen. En effet, la base du Niagara est actuellement utilisée pour ravitailler des avions saoudiens fournis par les États-Unis qui bombardent le Yémen et commettent des massacres et d'autres crimes de guerre contre les populations locales.

Raytheon est l'un des plus grands monopoles militaires, avec des ventes de 24 milliards \$ en 2016 seulement. Il se voit octroyer annuellement des contrats garantis par le Pentagone - ce qui signifie des paiements garantis de fonds publics pour la guerre. C'est aussi un fabricant d'armes impliqué dans la vente d'armes de guerre à l'étranger. Maintenant Raytheon et Gryphon Sensors obtiennent des fonds publics au niveau de l'État pour faire leur recherche à des fins de guerre. Il ne fait aucun doute que les universités de New York également fourniront gratuitement des chercheurs et des ingénieurs en développement qualifiés.



Un entrepreneur militaire ouvre une nouvelle installation à Buffalo

Le 26 avril, le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a annoncé que l'entrepreneur militaire Research and Engineering Development, ou RED-INC inaugurera une nouvelle installation à Buffalo. Le communiqué mentionne que « depuis 1998, RED-INC a fourni des services de recherche, d'ingénierie et de développement pour des systèmes d'armes militaires et des solutions militaires dans les domaines de la guerre conventionnelle et irrégulière ». Le gouverneur explique que « la nouvelle division, connue sous le nom d'équipe 2, développe des technologies nouvelles et émergentes. Cela inclut la réalité amplifiée, la réalité virtuelle, l'intelligence artificielle et d'autres solutions », à des fins militaires. Cette compagnie militaire fournira une quarantaine d'emplois tout en profitant de la formation gratuite et du développement éducatif fournis par l'Université de Buffalo. La plupart de leurs employés sont des diplômés de cette université.



Le communiqué précise également que RED-INC est un entrepreneur important pour la marine américaine, qu'il développe des technologies pour la guerre et que ses employés, dont certains sont d'anciens militaires, seront embauchés pour soutenir l'effort de guerre. Elle mentionne que « RED-INC s'est ... positionné comme une ressource précieuse autant pour les clients du département de la Défense que pour les sociétés commerciales. Les nouveaux employés seront des experts dans des domaines tels que le développement de produits, la physique et de

nombreuses disciplines d'ingénierie dont le génie logiciel, le génie informatique, le génie mécanique et le génie aéronautique. Ils sont d'anciens membres du personnel militaire ayant une expérience de mission spécifique et pertinente. Ils travaillent actuellement sur des outils et des systèmes pour soutenir le MQ-8C appelé « Fire Scout » de la marine américaine, un système d'hélicoptère autonome qui a fait ses preuves au combat. Ce système fournit l'intelligence, la surveillance, la reconnaissance et l'acquisition de cible (ISR&T) en temps réel, la reconnaissance par laser et la gestion de combats aux utilisateurs tactiques, sans dépendre des aéronefs pilotés ou de ressources géospatiales.

Le gouverneur Cuomo a également promis de continuer à attirer des entreprises de haute technologie comme RED-INC, ce qui signifie que plus d'entrepreneurs militaires iront s'installer à Buffalo.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca